

n° 57

3 dec

APL nantes

Bulletin régional de l'Agence Presse-Libération

Imprimerie spéciale A.P.L. Directeur : Maurice Clavel - Rue de Bretagne

Paris - Abonnements : les 12 numéros (soit 3 mois environ) 10F minimum

Soutien : 15 ou 20 F en timbres ou en chèque à l'ordre de la
"Librairie 71".

Vente au numéro au bureau régional "Librairie 71" 29, rue J. Jaurès,
Nantes et à Saint-Nazaire : Librairie "Le Tiers Livre", 55, avenue de
la République - 1 franc.

SOMMAIRE

- P. 2 - Meeting Choisir - Planning - Tract avortement
- P.3 - Communiqué des syndiqués CFDT de l'enseignement privé de St Gildas des bois.
- P.4 - Revue de Presse Nantes
- P.5. - Calendrier - Parole aux minorités Nationales -
Débat sur la prison.
Communiqué des employés du CROUS
- P.6. - Lettre d'un camarade de Libération : Y. Bonnet
- P.7. - Réponse
- P.8. - Ecole Emancipée : communiqué
Revue de Presse APL-Bretagne.

LE VRAI VISAGE DE L'UNION NATIONALE INTERUNIVERSITAIRE (U.N.I.)

Le mercredi 28 Novembre devait avoir lieu des élections en vue d'élire les "représentants" étudiants au Conseil d'Université.

Deux listes étaient en présence ; la liste de l'U.N.I. et celle de l'union des étudiants démocrates, mise sur pied pour s'opposer à la liste des fascistes de l'U.N.I. Le Comité d'Action de la faculté de Droit avait mené une campagne d'explications auprès des étudiants afin de montrer l'U.N.I. sous son véritable visage (on pouvait lire notamment dans le journal de l'U.N.I. des articles ouvertement fascistes : supériorité de la race blanche et autres thèmes chers aux nostalgiques du III^e Reich) .

En conséquence, le Comité d'Action appelait les étudiants à s'opposer à ces élections, physiquement s'il le fallait. Dans la matinée, un bon nombre d'étudiants était là pour empêcher le déroulement de ces élections. La matinée s'étant déroulée sans incidents, la majorité des étudiants se dirigèrent vers le Restaurant Universitaire, laissant la Faculté de Droit sans défense. C'est le moment que choisit une vingtaine d'individus, casqués, bottés et armés de barres de fer. Il faut noter qu'une bonne partie d'entre eux avaient dépassé l'âge d'être étudiants et appartenaient selon toute vraisemblance au S.A.C. (Service d'Action Civique). Après une attaque éclair, où ils saccagèrent des tables et les panneaux du Comité d'Action, ils poursuivirent deux étudiants qui ne dûrent leur salut qu'à une fuite éperdue vers l'Erdre.

En début d'après-midi, M. Rossignol, président de la faculté de Droit, tenait pour responsable des événements un membre du Comité d'Action!!! Peu après, vraisemblablement sur ordre de la Présidence de l'Université, Rossignol décidait de repousser à une date ultérieure (?) les élections.

Correspondant

NOUS PRATIQUONS DES AVORTEMENTS MAIS LE PROBLEME RESTE ENTIER...

- 800.000 avortements ont lieu chaque année en France
- 8.000 avortements ont lieu chaque année en Loire-Atlantique
- 300.000 se terminent à l'hôpital
- 6.000 femmes en meurent.

Tel est le bilan désastreux d'une situation qui résulte d'une politique préférant ménager la MORALE BOURGEOISE plutôt que de se préoccuper des besoins réels des femmes des classes laborieuses, les autres ont toujours la possibilité d'aller se faire avorter dans de bonnes conditions, à l'étranger, ou même sur place à Nantes, dans des cliniques privées (2.500F).

C'est aussi le résultat du SABOTAGE délibéré de la CONTRACEPTION depuis 1920, par les gouvernements : aucune information, au contraire propagande mensongère contre la pilule, aucune subvention au Planning Familial.

6 % de Françaises prennent la pilule : 800.000 avortements clandestins
52% des Anglaises prennent la pilule : 100.000 avortements légaux.

FACE A CETTE SITUATION, CHOISIR-NANTES et le PLANNING FAMILIAL se sont mis à pratiquer des avortements à Nantes.

- en 6 mois, 1.100 FEMMES du département sont venues nous demander un avortement : 122 étudiantes ou lycéennes, 504 employées de bureau ou ouvrières, 216 sans professions de milieu ouvrier, 214 cadre moyen, 44 sans ressources.
- nous avons pratiqué 250 avortements par aspiration (Méthode Karman, sans danger pour les femmes) sur les plus défavorisées de ces femmes, les autres ont été envoyées à l'étranger.

POURQUOI ?

- par solidarité avec les femmes qui n'avaient pas la possibilité d'aller à l'étranger
- pour créer un état de fait : dans plus de 50 villes en France, il se pratique des avortements libres et gratuits. La loi de 1920 actuellement en vigueur est bien morte.
- pour soutenir et cristalliser un mouvement d'opinion en faveur de l'avortement et de la contraception libres et gratuits.
- MAIS CETTE PRATIQUE EST LIMITEE, à la fois dans les faits car le nombre des médecins pratiquant est très réduit, et dans les conséquences s'il ne se crée pas un large mouvement d'opinion pour la reconnaissance effective du droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits, mouvement seul capable de faire reculer le Pouvoir comme cela s'est déjà produit à propos de Bobigny, Grenoble, Saint-Etienne.

LE PROJET DE LOI GOUVERNEMENTAL relatif à l'avortement doit être examiné au mois de Décembre. Cette loi est un monument d'hypocrisie et de mensonge et ne change rien à la situation. En effet, elle prévoit l'avortement dans quelques cas très particuliers (viol, inceste, danger pour la vie de la mère) ce qui ne concerne que très peu de femmes; sur les 1.100 venues nous voir, une seule était dans le cadre de la future loi. Et, de plus, cette loi accentue les peines de prison pour toutes les autres femmes et les praticiens.

Il est d'ailleurs significatif que sous la pression d'une minorité fascisante et religieuse (Laissez-les-vivre) le gouvernement ait censuré le film "histoire d'A" (avortement) en vertu de la loi de 1920. C'est pourquoi, à cette occasion, il est essentiel qu'une mobilisation s'effectue, que la lutte s'intensifie, s'organise dans chaque quartier, chaque lieu de travail pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, parce que toute femme a droit à la santé, à la libre sexualité indépendante d'une grossesse non désirée.

EXIGEONS :

- . L'abrogation de la loi assassine de 1920
- . Une loi qui affirme :
 - le droit à l'avortement et à la contraception LIBRES :
la femme seule à décider
pas de commissions sélectives
 - le droit à l'avortement et à la contraception GRATUITS :
remboursé par la Sécurité Sociale pour empêcher toutes sélection sociale
 - une information sexuelle qui n'oublie pas que la sexualité, c'est avant tout le plaisir
 - amnistie pour tous les emprisonnés en vertu de la loi de 1920.

M E E T I N G salle Paul Fort (Marché Talensac)
Jeudi 6 Décembre à 20 h 30

- pour affirmer nos revendications face au pouvoir
- loi votée ou non, comment continuer la lutte ?

Choisir-Nantes : permanence Librairie 71 - 29 rue JeanJaurès -
mercredi, samedi
Planning-Familial : 2, rue du Chateau (tous les après midi)

Communiqué par un correspondant : Tract :

Le 6 Novembre, la CFDT appelait les enseignants du Privé à se solidariser à la grève de la Fonction Publique. C'est ce qu'ont fait plus d'une vingtaine de professeurs de l'ESP Ste Bernadette à St Gildas

Ce jour même, le Directeur passait dans la majorité des classes de l'établissement et faisait une déclaration ouverte aux enfants. Il a déclaré être en désaccord avec la grève suivie par une partie des professeurs. Il a qualifié ce procédé, consistant à faire porter sur les enfants les conséquences de conflits d'adultes, d'immoral. Il a invité les enfants à noter les noms des professeurs grévistes afin de le signaler à leurs parents. Quelques professeurs non-grévistes étaient témoins de ces déclarations.

Quelques jours plus tard, le directeur maintenait ces propos devant une délégation de professeurs.

Lors d'une réunion générale du corps professoral le 15 Novembre, il réaffirmait l'appréciation et déclarait avoir tenu les mêmes affirmations devant les 400 parents présents à l'Assemblée Générale des APEL le 13 Novembre.

Il semble donc que le droit de grève ne soit pas encore reconnu dans tous les établissements de l'Enseignement catholique. Ceci est très grave et ouvre la porte à la repression syndicale.

Les jugements moraux portés sur des personnes sont d'autant plus inadmissibles qu'ils ont pour théâtre l'établissement d'Enseignement Catholique qui prétend être le garant de certaines valeurs (liberté individuelle, respect des personnes, communauté éducative) !

Nous pouvons alors nous reposer la question de l'utilité de chercher (en vain) un caractère propre à l'Enseignement Catholique....

Les syndiqués C.F.D.T. de St Gildas des
BOIS

NANTES

VIE SOCIALE

Mercredi 28 Novembre : Grève du personnel des maisons familiales

Devant la dégradation des salaires des maisons familiales de Loire Atlantique, (salaire d'Octobre impayé, insécurité dans l'emploi, retard du remboursement des indemnités kilométriques -plus d'un an pour certains salariés-) la section syndicale SATPA CFTD a invité les salariés à quitter le travail le vendredi 30 Novembre.

Jeudi 29 Novembre : Deux organisations de consommateurs appellent à la grève des achats de viande, fruits, eau de table

L'UFCS (union féminine civique et sociale) et l'APF (association populaire des familles) de Loire Atlantique ont appelé les consommateurs à faire grève sur les achats du 29 Novembre au 15 Décembre : " il s'agit moins pour nous de gêner les commerçants que de faire comprendre aux consommateurs eux-mêmes qu'ils représentent un pouvoir... C'est à une véritable mobilisation psychologique que nous incitons l'ensemble de la population.

Vendredi 30 Novembre : Situation de la grève des cimenteries dans les pays de Loire, des entreprises sont atteintes par la grève "des travailleurs mis en chômage " notamment à Nantes. On signale l'arrêt à la Roche / Yon de chantiers fabriquant du béton. Les représentants C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé , devant le développement du chômage technique, d'envoyer une lettre des protestataires au syndicat patronal des cimenteries.

Vendredi 30 Novembre : Reprise normale des activités portuaires

Après la réalisation de deux accords, l'un sur le plan national, et l'autre sur le plan local. (accord concernant la grille hiérarchique)

Vendredi 30 Novembre : le MODEF (mouvement de défense des exploitants familiaux) manifesterà le 6 Décembre

Il s'élève contre les distorsions dont sont victimes les consommateurs et les producteurs agricoles, du fait de la hausse des produits alimentaires alors que plusieurs prix agricoles à la production ne cessent de baisser.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Jeudi 29 . 11 : Accident du travail au chantier de Bretagne, un fraiseur , 22 ans a eu les doigts sectionnés

Samedi 1 . 12 : A la raffinerie Say, un ouvrier a été brûlé au pied droit
Un chaudronnier des établissements Lennec, dans la zone de Carquefou, a été blessé.

DIVERS

Samedi 1 . 12 : Blain - Chateaubriand : deux exemples locaux pour le SGEN de "dénigrement de l'éducation nationale "

- à Blain: attitude de la municipalité: allocation de 20 F par élève par an au secteur public, de 70 F par élève par an au privé . Le SGEN ajoute que l'enseignement privé essaie actuellement d'implanter un établissement du second cycle ce qui signifierait l'arrêt de mort du CES public. " faut-il expliquer ainsi les retards apportés à l'ouverture d'un CET public à Blain.

- à Chateaubriand : le SGEN souligne que l'administration du lycée et CET refuse à des enseignants la possibilité de prendre leurs repas dans l'établissement. Or ces enseignants sont souvent des maîtres auxiliaires, nommés au hasard des postes momentanément vacants et donc ne peuvent envisager une installation durable . Le syndicat s'interroge sur le prétexte invoqué par la direction/ faible effectif des personnels de service - dans la mesure où on parle de réduire encore la dotation des établissements pour confier les travaux d'entretien à des entreprises privées.

Samedi 1 . 12 : Enseignants et fonctionnaires relancent une action en faveur des non titulaires

Rencontre intersyndicale a eu lieu , et a décidé de dresser "un dossier noir" des problèmes des non titulaires de la fonction publique dans la région.

Dans le cadre des trois mois pour les minorités nationales , organisés par le Centre Culturel de Chatellerault, voici quelques dates à retenir:

- Jeudi 6 Décembre: cinéma avec "Lo País" de G. Guérin qui sera présent
- Vendredi 7 Décembre : chansons: Gilles Servat (Bretagne) , Delbeau, Rosine et Martine de Peira (Oc).
- Samedi 8 Décembre : musique- débat: le pays basque à travers sa musique
- Mardi 11 Décembre : table ronde : les partis politiques français de gauche et les minorités

Du 1^o Décembre au 21 Décembre, expo-débat avec le groupe de plasticiens occitans "Arts et Recherche" expo de l'humoriste breton Nono, du photographe breton Pop's.

Expo, conférences et débats sont gratuits . Les spectacles 15 Frs pour les non-adhérents, le ciné 8 Frs. Tous renseignements à CCC 2, rue Raseteau. Tél: 21.32 03

DEBAT SUR LA PRISON

La Prison , Rééducation ou Destruction ?

Les conditions de vie en prison ? La réinsertion sociale ?

Soirée- débat organisée par des Terminales de Clémenceau

LUNDI 10 DECEMBRE à 20 H 15 - Aumônerie du lycée Clémenceau, 7 rue Henri IV NANTES

Participeront au débat : des anciens détenus, un visiteur de prison, deux avocats , un aumônier de prison.

DEBAT SUR LA JUSTICE

Le Comité Nantais de Défense des Libertés et Contre la Répression organise une grande réunion débat sur:

LES OUVRIERS , LES PAYSANS , LES JEUNES FACE A LA JUSTICE . QUELLE JUSTICE ?

le Jeudi 13 Décembre 1973 à 20 H 45 , au théâtre Francine Vasse (ancienne Salle Colbert) rue Colbert à NANTES

Participeront à cette réunion-débat: Le syndicat de la Magistrature; Me Henri Leclerc , avocat à la Cour de Paris ; M. Bernard Lambert, du Mouvement Paysans Travailleurs; le syndicat de la C.F.D.T.

COMMUNIQUE DU PERSONNEL DU C.R.O.U.S. EN GREVE

Le personnel des Cités et Restaurants Universitaires en grève les 14 et 15 ainsi que les 21 et 22 Novembre tient à remercier bien sincèrement le comité de soutien étudiants de leur geste de solidarité.

Les grévistes tiennent à signaler à ce comité de soutien étudiants que cette grève reconductible pour les semaines à suivre s'avère maintenant difficilement réalisable , malgré la grande détermination du personnel mais les chefs de cuisine ont avoué eux-mêmes s'être faits "avoir" par la Direction du C.R.O.U.S. qui leur a restitué leurs primes afin que cesse la grève.

Lettre parvenue au Collectif A.P.L. Nantes :

Nantes, le 21/11/73

Salut !

Je viens vous donner quelques nouvelles de la réunion de travail que nous avons eue le jeudi 15/11/73 au local Libération et dont l'ordre du jour était :

- 1°/ La mise en route du premier bulletin régional
- 2°/ l'achat d'une machine Offset
- 3°/ la proposition de réunion du "collectif A.P.L."

C'est du 3° point que je voudrais vous parler car c'est celui qui vous touche plus particulièrement.

Je tiens à préciser tout de suite que je n'agis pas en tant que "délégué" des mecs qui étaient là, mais plutôt par simple politesse et j'espère que d'autres en auront fait autant de leur côté.

Eh bien, je puis vous dire que votre proposition de "rencontre du collectif Libération et du collectif A.P.L." a reçu un accueil assez froid. Pour tout vous dire, personne n'a vu l'utilité d'une telle réunion. Il faut bien se dire que nous avons commencé à une quinzaine à nous occuper activement du B.R. et que nous y consacrons déjà une partie de notre temps et de notre argent, aussi nous n'avons aucune intention de repartir à zéro.

De plus, les mecs qui étaient là et moi-même n'avons pas compris une chose : pourquoi vous présentez-vous toujours en tant que "collectif A.P.L." et non en tant qu'individualités ?

Nos réunions et le bulletin régional sont justement ouverts à tous ceux qui sont d'accord avec la plateforme que nous avons élaborée au début.

C'est ainsi par exemple qu'il y avait là des mecs qui travaillent aussi au "Pavé" de la Chapelle s/ Erdre, à "Libération", etc... mais qui sont tous d'accord pour collaborer individuellement au bulletin régional.

En ce qui vous concerne donc, je crois sincèrement que l'APL doit continuer à paraître sous sa forme actuelle car elle est un support et un moyen d'information pour tous les militants, mais je pense que, pour ceux d'entre vous qui sont d'accord avec la plateforme et que le bulletin régional intéresse, et bien, la porte est grande ouverte !

Salut et peut-être à bientôt ?

Nous comptons dans le 1° numéro, expliquer le pourquoi et le but de ce bulletin, alors demmerdez-vous à venir si vous avez des idées ou si vous voulez remettre en cause certaines choses !

Le collectif A.P.L. NANTES, répond à cette lettre d'un camarade du groupe du projet "Libération" local.

Une remarque préliminaire sur la méthode employée. Il est regrettable que le groupe Libération n'est pas pris la peine d'élaborer une réponse commune. La proposition de rencontre du collectif A.P.L. et du groupe Libération a été faite collectivement en Assemblée Générale des lecteurs, et au groupe Libération, non pas à l'un ou l'autre de ses représentants, Il n'est pas correct que les membres du groupe Libération s'en soit remis à des initiatives individuelles n'engageant personne et ne constituant pas des éléments de discussion, pour donner une réponse à cette question.

Un premier point nécessite une réponse: celui de l'utilité "d'une rencontre du collectif Libération et du collectif A.P.L., personne n'ayant vu l'intérêt d'une telle réunion". Il faut rappeler que cette proposition a été faite en réponse à une proposition de fusion venant du groupe Libération entre le collectif A.P.L. et le groupe Libération, proposition faite en Assemblée Générale. (c.f. APL n° 47)

Ces deux propositions partaient de l'analyse que le front de l'information populaire est vaste, que les forces sont faibles et qu'il est impératif de les renforcer l'un par l'autre. L'accord de l'assemblée générale des lecteurs, du collectif A.P.L. et du groupe Libération s'est fait sur ce principe. Cette réunion avait pour but d'en définir les moyens et les méthodes et plus précisément de faire avancer le débat: " De quel outil d'information a-t-on besoin au niveau local ? ". Or le front de l'information est toujours le même et les forces mobilisées toujours insuffisantes! D'autre part, le débat en est toujours au même point !

Le collectif A.P.L. , avec l'accord de ses correspondants et de ses lecteurs poursuit son travail et en particulier la publication de son bulletin, tel qu'il a été défini au cours des deux dernières assemblées générales de lecteurs. Toutefois persuadé de l'importance du problème de l'information et des solutions diverses qui peuvent y être apportées, il est prêt à discuter de toutes les propositions qui permettraient un renforcement de l'information populaire face au monopole de la bourgeoisie.

Les usagers , les militants de quartier et les travailleurs sociaux
continuent l'action

Suite à une réunion qui s'est tenue le vendredi 15 Novembre au Centre Social du Bout des pavés, regroupant des habitants des quartiers du Clos Toreau, de la Pilotière, de la Boissière, du Bout des Pavés, tous confrontés aux problèmes de l'animation dans les grands ensembles en conflit avec l'Office des Centres Sociaux Culturels de la Ville de Nantes, les membres présents appellent à une réunion le

VENDREDI 7 DECEMBRE au centre Social de la Pilotière

Un des buts de cette réunion sera de préciser nos objectifs, nos besoins, nos luttes par rapport à la politique - en matière d'animation socio-culturelle - des institutions intervenant dans les quartiers. (Offices des centres sociaux, O.P.H.L.M., C.A.F., B.A.S., Centres Aérés, Etc.....)

Pour nous, la vie culturelle d'un quartier n'est pas une affaire de spécialistes de l'animation ou de l'organisation des loisirs, elle est l'affaire de tous.

L'animation d'un quartier qui doit recouvrir tous les domaines de la vie des gens (politique idéologique social culturel , ex: logement, école, sexualité, etc...) ne peut être considérée comme neutre.

PROPOSITIONS DE MOYENS D'ORGANISATION

- collectifs interquartiers (regroupement des comités de quartier)
- journal interquartier (information sur les luttes)
- coordination des actions

Cette réunion fait suite aux actions interquartiers menées au cours de l'année contre la centralisation bureaucratique de L'Office des Centres sociaux Culturels l'opposant à l'autonomie des Centres Sociaux réclamés par les usagers.

VENDREDI 7 DECEMBRE 20 H 30 Centre Social de la Pilotière
187, Bd Jules Verne

ATTENTION +++ ATTENTION ++++ ATTENTION +++++ ATTENTION +++++ ATTENTION ++++++ ATTENTION ++++++

Les membres du collectif A.P.L. NANTES rappellent à tous les abonnés qu'ils sont aussi des correspondants et qu'ils comptent sur leur participation effective.

8

ECOLE EMANCIPEE: "A propos de la grève générale du 6 Décembre contre la vie chère"

Grevistes mais pas cocus!

-GREVISTES car nous pensons que la grève sera très suivie à cause de l'inquiétude des travailleurs face à la période et que au-delà des buts que certains lui assignent cette grève sera peut-être un point de départ pour des luttes ultérieures.

-PAS COCUS car nous ne pensons pas qu'une grève de 24 heures puisse arriver à résoudre les problèmes de la hausse des prix, de l'inflation etc.. qui sont liés au système capitaliste dans son essence et non à la malveillance ou à l'incompétence du gouvernement qui ne fait que subir la situation. Pour simplifier (et entre nous), contre l'inflation, une seule solution, la Révolution!

-D'autre part: pourquoi faire une grève générale de 24h sur un objectif hors du rapport de force qu'elle établit alors que la même grève générale aurait pu permettre une victoire des LIP, significative pour la classe ouvrière?

-Question: Qu'est-ce que la vie chère? Ce slogan ne cache-t-il pas beaucoup de choses: théorie du PC sur l'alliance des "mécontents"? Le niveau de vie signifie-t-il la même chose pour tout le monde?

GREVE DU 6 DECEMBRE D'ACCORD, MAIS APRES?

Reunions EE:

Mardi 4 Dec. 20h30 à la bourse du travail FO, rue Désiré Collombe, Nantes:

-- Commission IO%: premier bilan de ce qui a été fait ou de ce qui n'a pas été fait dans les bahuts.-- Perspectives.

-- Commission CET: lors de la première commission CET, l'importance de ce secteur est apparue à tous: "Le CET c'est déjà l'usine". Le premier thème de recherche est: l'élève de CET

PRESQU'ILE GUERANDAISE: DEBAT A LA MJEP DE ST NAZAIRE

Plusieurs des questions qui engagent l'avenir de la Presqu'île Guérandaise ont été évoquées au cours de ce débat: concurrence - reconversion à l'agriculture - rocade.

Le sel guérandais est-il rentable? Son prix n'a pas varié et il est soumis à la concurrence des sels siciliens (un débarquement a eu lieu en catimini la semaine dernière aux Sables d'Olonne)

Le sel guérandais représente 1% de la production nationale: nécessité d'obtenir d'urgence un label

Le Codex alimentarius européen est en cours d'élaboration et nous courons le risque que les grands trusts salins imposent des normes qui soient défavorables au sel guérandais.

Comment aménager et reconvertir les marais? Les paludiers doivent avoir leur mot à dire dans les études d'aménagement. Sinon, la Presqu'île Guérandaise sera-t-elle un autre Larzac?

Mais il est impossible d'imaginer un zonage des POS si l'on ignore s'il doit y avoir ou non une rocade.....

(Lu dans la presse)

Menace de licenciement dans une entreprise de Lorient Sous prétexte de ne plus avoir de commandes, la direction de l'entreprise Polybois à Lorient a présenté un projet de 38 licenciements au comité d'entreprise, lequel s'y est opposé.

Licenciement de tout le personnel à l'entreprise Rambau en Bretagne.

Depuis quelque temps, la direction de l'entreprise Rambau à Ror, en Bretagne menaçait de licencier une partie du personnel. Le 27 novembre; à l'issue d'une réunion direction-comité d'entreprise, les patrons décidaient de se séparer de tout le personnel (64 personnes). Les travailleurs demandent une nouvelle rencontre avec la direction pour mardi prochain

(APL Bretagne)

11-14 DECEMBRE : LES ASSASSINS DU PEUPLE CHILIEN SONT A PARIS !

Du 11 au 14 décembre se tient à Paris la réunion du "club des IO".
Cette "Internationale du capital" regroupe les 10 pays capitalistes les plus riches. A leurs représentants s'ajouteront cette fois, autour de la table de discussion, les représentants de la JUNTE CHILIENNE.

Car la réunion a pour objet l'étude de l'aide économique et financière à apporter aux militaires chiliens !

Cette rencontre des requins du capital international doit se hourter à notre mobilisation générale, contre la junte

○ contre son allié, les USA,
○ ses complices (dont le gouvernement français)
○ avec les travailleurs et le peuple chilien !
○ avec la résistance !

18 H / 24 H / MERCREDI 5 DECEMBRE / 18 H / 24 H

6 HEURES
POUR LE
CHILI

SALLE PAUL FORT
(TALENSAC)
(rue Basse Porte)

participation aux frais
demandée

5 F
(3F pour les lyonnais)

AVEC : J.P. BEAUVAIS de retour du Chili

FILMS "SEPTEMBRE CHILIEN"

film tourné au Chili pendant le
coup d'état.

"LAS SEMILLAS de la AURORA"

A
PARIS
DIMANCHE
9 DECEMBRE

"GILLES SERVAT"

GROUPE POP

MONTAGE-DIAPHO

EXPO

BUFFET

manifestation
internationale
des dizaines de milliers
de personnes sont attendues!

NANTES : DEPARTS EN CARS

prix demandé pour
le voyage : 40 F

départ
dimanche matin 4h30
(Champs de Mars)
retour dimanche soir
vers 24 h.

INSCRIVEZ VOUS AUSSITOT ! -à la Librairie 71

(29 rue Jean Jaurès)

-aux "6 HEURES POUR LE CHILI"

-auprès des militants du Comité de Soutien
à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien

-DANS L'UNITE !-

Le Comité fera tous les efforts possible pour que cette manifestation soit aussi massive et aussi large que possible.

Pour organiser dans l'unité cette grande manifestation internationale il a convoqué une réunion unitaire lundi 11 décembre à 18 h, au Café des cours (en face de la Gare).

Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien. Nantes

MAIRIE DE BOUGUENAI

SEMAINE "CONNAISSANCE DE LA CHINE"

DU 10 AU 14 DECEMBRE



- Exposition dans le hall de la Mairie (entrée libre).

"LA JOURNEE D'UNE FAMILLE CHINOISE"

cette exposition relate la journée d'une famille chinoise à partir de diverses observations :

- Comment le socialisme a transformé la famille chinoise ?
- Ce que signifie la libération de la femme par le travail et la prise en charge des tâches ménagères par la collectivité.

- Comment l'éducation des enfants est faite par la famille, l'école et la société.
- Le rôle des retraités dans la vie du quartier.

Pendant cette exposition, des permanences seront assurées par les membres du comité A.F.C. de NANTES.

- Vente de livres, revues, affiches.

- Mardi 11 Décembre 20 H 30 - Salle de la Mairie - Soirée débat :

Montage diapositives fait par un membre du comité de Nantes ayant séjourné en République Populaire de Chine en Juillet 1973.

(une garde d'enfants sera assurée)

- Mercredi 12 Décembre (après-midi) :

Montage diapos au Club des Anciens de BOUGUENAI.

.../...

- Vendredi 14 Décembre :

Film en 16 mm "CHANGAI AU JOUR LE JOUR"

Film tourné en République Populaire de Chine en novembre 1971 par une douzaine de femmes françaises (étudiantes, employées de bureau, une paysanne, une femme d'ouvrier grand-mère, certaines célibataires, d'autres mariées, mères de famille.)

Il relate la vie dans les quartiers (l'organisation, les loisirs, les ateliers de quartier, etc...)

(Une garde d'enfants sera sssurée).

